

Perspectives

VUE DU SUD

Le droit de devenir propriétaire de sa terre

DOSSIER

Promouvoir les énergies renouvelables dans le Sud

EN TRANSITION

Les grands-parents s'engagent pour le climat



Chère lectrice, cher lecteur,

Il se peut que vous soyez quelque peu surpris·e en feuilletant le magazine auquel vous vous étiez habitué·e. Notre journal trimestriel « Perspectives » revêt une nouvelle identité visuelle, fruit d'une longue démarche faite de débats, de consultations, de projets créatifs et couronnée par les décisions des organes compétents, la bénédiction des évêques et l'approbation du registre des marques et de celui du commerce. Après 60 ans, nous relions tradition et avenir en affichant un nouveau logo ainsi qu'une nouvelle désignation en allemand et en italien.

Dans ce numéro, nos expert·e·s dressent l'état des lieux des énergies renouvelables au Sud et en Suisse et décrivent les possibilités qui s'ouvrent à nous si nous atteignons la neutralité carbone et si nous calculons le budget carbone dont la Suisse peut en toute honnêteté encore disposer.

Lorsque j'ai assisté à la conférence mondiale sur le climat l'automne dernier, il est certes apparu que la protection du climat progressait, mais beaucoup trop lentement pour les pays les plus démunis. La Suisse n'a pas non plus su apporter des propositions concrètes et contraignantes. La situation est des plus préoccupantes, car les États membres de l'ONU ne vont de l'avant que lorsqu'ils sont tous disposés à agir. D'où l'importance de notre engagement, tant collectif qu'individuel. Ensemble, nous pouvons faire bouger les lignes de la politique suisse et donner aux populations des pays du Sud les moyens de s'adapter aux changements climatiques.

Bonne lecture et merci de votre fidélité à Action de Carême et à la Campagne œcuménique !



Cordialement,

Bernd Nilles
Directeur d'Action de Carême

CONTENU

POLITIQUE

- 5 Droits humains et économie :
pour un cadre juridique mondial

VUE DU SUD

- 6 « L'État nous bafoue »

ENGAGEMENT

- 7 « L'amour du prochain passe
aussi par la préoccupation de
la survie de la planète »

DOSSIER

- 8 Les énergies renouvelables,
clé de la justice climatique
- 10 Les connaissances traditionnelles
sous la menace du réchauffement
climatique
- 12 Répartir équitablement
le budget carbone mondial
- 13 La Suisse doit faire preuve d'ambition
- 14 L'énergie solaire au service du
développement local à Natagaima
- 16 Faits et chiffres
- 17 L'électricité est comprise dans le loyer
Participez au concours !

EN TRANSITION

- 18 Les grands-parents s'engagent
pour le climat

DES PAROLES AUX ACTES

- 19 Des panneaux solaires en Colombie

Impressum

Publication : Action de Carême, 2022

Rédactrice en chef : Colette Kalt

Adaptation et relecture :

Tiziana Conti, Valérie Gmünder

Traduction allemand-français :

Jean-François Cuennet, Floriane Bonnavé

Agence : SKISS GmbH, Lucerne

Impression : Druckerei Kyburz AG, Dielsdorf

Tirages : D 41 635, F 6069, I 4015

Parution : quatre fois par an

Prix : CHF 5.- par donateur / donatrice
sont utilisés pour l'abonnement

Contact : mail@actiondecareme.ch, 021 617 88 81

Actualité

SÉNÉGAL

Reboiser la mangrove



Dans les îles du Saloum, la forêt de mangrove contribue considérablement à la régénération des ressources et à la conservation de la biodiversité marine et côtière. Dans le village de Thialane, les femmes reboisent régulièrement la mangrove avec les palétuviers qui la composent.

« Rien qu'en août dernier, nous avons reboisé plus de huit hectares de mangrove en collaboration avec la population locale et mis en place plus de 4000 plants », rapporte la présidente du groupe d'épargne local. Grâce à l'appui de notre organisation partenaire Fénergie, les habitant·e·s du delta du Saloum préservent leurs moyens de subsistance.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Se protéger contre la pauvreté



En 2021, une étude externe s'est intéressée au fonctionnement des caisses d'épargne et de solidarité. Ce mécanisme est en place depuis de nombreuses années dans nos projets en République démocratique du Congo. Concrètement, les hommes et les femmes qui le souhaitent se rassemblent en groupes de 15 à 20 personnes et instaurent un système d'entraide rotative dans leurs champs. En parallèle, nos partenaires les accompagnent pour favoriser les épargnes tant individuelles que solidaires des membres de ces groupements. Suivant des règles définies conjointement, cet argent sert en cas de coups durs comme la survenue d'une maladie, le paiement des frais scolaires ou l'achat de matériel aratoire.



L'étude est disponible sur : qrco.de/rapport-RDC

BURKINA FASO

Prendre soin du sol



Dans ce pays aux portes du Sahel, l'agroécologie est d'une importance capitale pour assurer l'alimentation et la survie de la population. Ces techniques sont moins coûteuses en intrants, plus durables et plus saines. Cependant, elles demandent un grand investissement en temps

de la part des paysannes et des paysans et sont encore peu répandues. Nos organisations partenaires travaillent au quotidien et créent des champs communautaires de démonstration afin de tester différentes approches. L'objectif de ce travail est de restaurer les sols et de les nourrir pour qu'ils puissent sustenter les générations à venir.

CAMPAGNE ÉCUMÉNIQUE

Projections, tables rondes et plus encore !

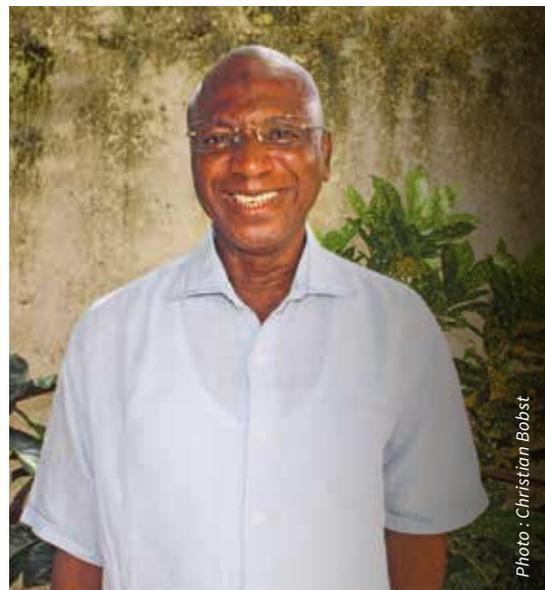


Photo : Christian Bobst

À l'occasion de sa venue en Suisse, notre hôte de campagne sénégalais **Chérif Cissé** participera à divers événements phares de la campagne autour de la thématique des changements climatiques.

- **Le 22 mars à 20h au cinéma Grain d'Sel de Bex** aura lieu la projection d'un film-documentaire portant sur les énergies renouvelables, suivie d'une discussion ouverte et consciente.
- **Le 26 mars dans l'après-midi, rendez-vous au FIFF de Fribourg** pour visionner un film-documentaire qui sera suivi d'une conférence.
- **Le 31 mars à 20h à Morges**, ne manquez pas la table ronde du cycle de conférence Bonheur et sobriété, organisée en collaboration avec l'Église évangélique réformée du canton de Vaud (EERV) et son plan Transition écologique et sociale (TES) ainsi que la ferme associative du Petit Bochet. Un dialogue entre Caroline Lejeune, Laurent Guidetti et Chérif Cissé s'intéressera aux rapports Nord-Sud.

Plus d'informations sur nos événements sur www.voir-et-agir.ch/events



La nouvelle affiche de campagne montre les conséquences du gaspillage d'énergie.

Participez, vous aussi, à la Campagne œcuménique



Offrez des roses | Le samedi 26 mars 2022, des bénévoles des paroisses vendront dans toute la Suisse des roses du commerce équitable au prix de cinq francs. Le produit de cette action finance des projets d'Action de Carême, de l'EPER et d'Être Partenaires. Sur notre application www.give-a-rose.ch, vous pouvez d'ores et déjà offrir des roses numériques.



Achetez le pain du partage | Le pain est le symbole de la communauté humaine. D'où l'idée du « pain du partage », vendu dans plus de 600 boulangeries et confiseries de toute la Suisse. Pour chaque pain vendu, 50 centimes sont versés en faveur de nos projets. Vous trouverez le point de vente le plus proche sur www.voir-et-agir.ch/pain.



Pratiquez le jeûne | Ce qui semble être au premier abord une privation d'énergie peut en fait nous donner un coup de fouet. Jeûner, c'est se priver volontairement, identifier nos privilèges et nos habitudes et réfléchir à la justice dans le monde. Le jeûne sensibilise, crée des liens et apporte de la sérénité. Pour en savoir plus : www.voir-et-agir.ch/jeuner-ensemble

Quel lien entre gaspillage d'énergie et inondations ?

Texte : Selina Stadler

L'énergie nous permet de nous déplacer, de nous chauffer, de nous nourrir. Et c'est aussi elle qui génère environ 70 % des émissions de CO₂ dans le monde. Il est grand temps d'adopter une consommation plus consciente et plus durable.

La justice climatique est une nouvelle fois au cœur de la Campagne œcuménique, centrée cette fois-ci sur les énergies renouvelables. Ce vaste thème transversal englobe notamment les aspects des droits humains, de l'avenir de la planète et de la sauvegarde de la Création. Alors que l'accès à l'énergie reste un luxe pour de nombreuses personnes dans le Sud, nous en gaspillons allègrement au Nord. L'affiche de cette année illustre l'impact de notre consommation d'énergie sur le climat mondial. Le gaspillage est en effet l'une des principales causes de la crise climatique, qui sème à son tour faim et pauvreté dans les pays du Sud.

Identifier les interdépendances et agir en conséquence

Concrètement, cela veut dire que les paysannes et paysans colombiens, qui bénéficiaient auparavant de précipitations régulières, contemplent désormais avec désarroi leurs récoltes pourrir ou sécher sur pied en raison des intempéries ou de la sécheresse. Cette même sécheresse fait disparaître les poissons des fleuves amazoniens. Ce sont ces interdépendances que nous rendons visibles. De la même façon que chaque individu devrait consommer l'énergie de manière consciente et responsable, les pouvoirs publics doivent eux aussi agir. Car si tous les habitant-e-s du monde menaient le même train de vie que les Suisses et les Suissesses, il nous faudrait plus de trois planètes comme la Terre.

L'image change, la mission reste

En raison de la fusion de Pain pour le prochain et de l'EPER ainsi que du nouveau logo d'Action de Carême, la Campagne œcuménique se présente sous de nouveaux atours. Portée par Action de Carême, l'EPER et Être Partenaires, elle continuera à lutter pour plus de justice. La crise climatique est aiguë et menace la sécurité alimentaire des habitant-e-s des pays du Sud. Dans la campagne de cette année, les organisations de développement adoptent une approche variée de la justice climatique : un côté informatif avec les voix du Sud qui nous interpellent, un côté ludique avec un quiz pour réfléchir à nos habitudes, et un côté participatif avec la possibilité de s'engager politiquement.

Pour en savoir plus : www.justiceclimatique.ch

Droits humains et économie : pour un cadre juridique mondial

Ces dernières années, de nombreuses personnes en Suisse se sont engagées pour mettre l'économie face à ses responsabilités envers les droits humains et l'environnement. Une majorité du corps électoral a d'ailleurs voté en faveur de l'initiative pour des multinationales responsables, rejetée par la majorité des cantons. L'un des arguments brandis par le gouvernement contre l'initiative était que la Suisse ne devait pas brûler les étapes et que les problèmes devaient se résoudre à l'échelon international.

Texte : **Daniel Hostettler**

Nous pourrions donc supposer que le gouvernement suisse s'investit fortement dans le processus international sous la houlette des Nations Unies. Les négociations en vue d'un traité international relatif à l'économie et aux droits humains visent à résoudre de façon concertée les problèmes posés par la mondialisation de l'économie. Rien n'est plus loin de la réalité : le Conseil fédéral n'a même pas donné à sa délégation auprès des Nations Unies le mandat de prendre une part active dans cette démarche, qui dure depuis sept ans. L'idée est d'aboutir à un instrument-cadre contraignant pour régir les questions en matière de responsabilité des entreprises qui attendent toujours une solution. Alors que les Nations Unies débattent déjà du troisième projet de traité, présenté l'automne dernier, la Suisse adopte une position d'observatrice, attendant que les autres pays industrialisés prennent part aux négociations. Il s'agit de préserver aussi longtemps que possible les intérêts des multinationales, la protection des droits humains et de l'environnement étant toujours à l'arrière-plan. Cet attentisme est d'autant plus étonnant que l'an passé déjà de nombreuses multinationales ont exprimé leur adhésion à l'introduction d'un devoir de diligence dans l'Union européenne.

Les mesures volontaires sont inefficaces

Action de Carême suit la démarche onusienne depuis le début et milite pour un traité contraignant et efficace. En adoptant les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, les Nations Unies avaient posé, en 2011 déjà, un cadre qui mettait les entreprises face à leurs responsabilités envers les droits humains. À ce moment-là, elles n'ont toutefois pas pu imposer un devoir de diligence aux multinationales, car les rapports de force politiques n'y étaient pas favorables. Depuis lors, tant les gouvernements que les dirigeants d'entreprise considèrent que la responsabilité des entreprises revêt un caractère purement volontaire.

Or, il est prouvé que les mesures volontaires ne sont pas suffisantes pour protéger les droits humains et l'environnement et qu'un cadre contraignant est indispensable, comme le montrent Action de Carême et ses partenaires tant au Sud qu'au Nord, exemples à l'appui. Ce sont ces exemples concrets que nous apportons aux négociations à Genève. Pour appuyer cette démarche et afin de faire valoir les intérêts de nos partenaires au Sud, nous n'épargnons aucun effort : manifestations organisées à l'automne en marge des séances du groupe de travail de l'ONU, présentation de déclarations, entretiens avec les délégations nationales et relations avec la presse.

À Berne, nous nous entretenons avec des responsables du Parlement, du gouvernement et de l'administration afin de favoriser la participation de la Suisse aux négociations, avec peu de succès jusqu'ici. Or, il est clair que les mesures volontaires ont fait leur temps. Même les milieux qui, il y a un an encore, avaient fait feu de tout bois contre l'initiative pour des multinationales responsables en prennent progressivement conscience. L'Union européenne, quant à elle, va de l'avant et nombre de nos voisins ont adopté des lois pour définir des règles applicables aux multinationales. Et ceux qui ne participent pas à l'élaboration de la législation se verront forcés à la reprendre. Il est à craindre que la Suisse en fasse l'expérience pour une énième fois.



« L'État nous bafoue »

La fondation Tierra Nuestra, qui met l'accent sur la petite paysannerie, est active depuis huit ans dans l'ouest du Guatemala, où elle accompagne des agricultrices et agriculteurs originaires des hauts plateaux. Il y a longtemps, ces familles avaient émigré en plaine et sur la côte afin de travailler dans de grandes propriétés terriennes, surtout des plantations de café. Il y a une vingtaine d'années, grâce aux accords de paix et à la crise du café, elles ont eu la possibilité, pour la première fois de leur vie, de devenir propriétaires de leurs terres. Pour les aider dans cette démarche, nous œuvrons à la résolution des conflits fonciers et des problèmes environnementaux.

Malheureusement, ces dernières années nous avons fortement régressé dans ce domaine. Le gouvernement guatémaltèque actuellement au pouvoir a supprimé le Secrétariat des affaires agraires, de sorte que, faute d'interlocuteur, nous ne pouvons plus arriver à une solution par la négociation. Dès lors, les litiges fonciers et d'autres conflits font l'objet de poursuites pénales qui sont tranchés directement par un tribunal.

La répression de l'État n'a fait que s'intensifier durant la pandémie. La police a dispersé violemment des manifestant·e·s et le gouvernement a enrôlé de nombreuses entreprises privées dans ses services de sécurité, ce qui n'est pas sans rappeler la guerre des années 1980. Nous avons été bouleversé·e·s par l'assassinat de notre collègue Benito en août 2020, suivi quelques jours plus tard par celui de Misael López Catalán, le président de l'organisation paysanne Codeca de Jalapa. Voir dans le journal le nom et le visage de camarades assassinés provoque une douleur indicible...



18 millions de personnes vivent au Guatemala, l'État le plus peuplé d'Amérique centrale.

313 agressions criminelles contre des défenseuses et défenseurs des droits humains, dont **15** assassinats, ont été recensées en 2020 au Guatemala.

90 000 paysannes et paysans sont membres du Comité de Desarrollo Campesino (Codeca), qui lutte pour améliorer la situation des agriculteurs et agricultrices et des indigènes.

Toujours pendant la pandémie, le Parlement a approuvé une loi qui attaque de front les ONG et nous contraint à agir avec davantage de prudence. À l'occasion de la visite de la vice-présidente des États-Unis début juin 2021, la défenseuse des droits humains a qualifié notre régime de « dictature des entreprises » et notre président de parrain de la mafia. Ces accusations ne sont pas confidentielles, elles ont été publiées et même relayées par la presse de notre pays. L'État bafoue sa population. Les campesinos et campesinas que nous accompagnons sont victimes de mauvais traitements et de discrimination de la part des autorités locales. Il est d'autant plus important qu'ils et elles connaissent les structures de l'État, sachent comment il agit et quels sont leurs droits. Je tiens beaucoup à leur transmettre ces connaissances.

Comme mes collègues, je suis issue d'un milieu pauvre. Ma mère est analphabète, mais n'en est pas moins la dépositaire d'un trésor de valeurs et de connaissances traditionnelles. Au Guatemala, seulement 5 % de la population a la chance de pouvoir étudier. Comme je fais partie de ces personnes privilégiées, j'estime qu'il est de mon devoir d'apporter ma pierre à l'amélioration de la situation de celles qui luttent pour survivre. C'est dans cette conviction et dans ma foi que je puise la force de m'engager contre vents et marées pour l'avenir de mon pays.

Ruth Tánchez est la coordinatrice de la fondation Tierra Nuestra à Quetzaltenango (Guatemala), une organisation partenaire d'Action de Carême.

« L'amour du prochain passe aussi par la préoccupation de la survie de la planète »

L'automne dernier, Mgr Charles Morerod, évêque de Lausanne, Genève et Fribourg, a nommé pour la première fois une représentante pour l'écologie. Fruit d'un engagement qui s'est construit au fil du temps, cette initiative permettra de renforcer les efforts en matière d'écologie au niveau du diocèse.

Interview et texte : **Tiziana Conti**

Portrait de Mgr Charles Morerod : **Diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg**

Portrait de Dorothée Thévenaz Gyax : **Brigitte Besson**



La sensibilité de Mgr Charles Morerod à la thématique de l'écologie et la prise de conscience que l'être humain a un impact important sur la planète a commencé tôt et s'est affinée progressivement : « Quand j'étais au cycle d'orientation, on nous emmenait une fois par année dans la forêt à Bulle pour ramasser les déchets. C'était très formateur pour nous de voir le tas que cela faisait. Cette éducation reste marquée dans la personne. », confie-t-il.

En prenant ses fonctions au sein du diocèse, il a fait passer en revue les émissions de CO₂ de la maison afin de pouvoir quantifier le niveau de consommation de l'immeuble grâce entre autres à l'éco-diagnostic proposé par ÉcoÉglise. Il a également plaidé pour l'abandon de certaines habitudes comme le fait de consommer de l'eau en bouteille ou d'utiliser des gobelets en plastique jetables. Aujourd'hui, dans les rares cas où il prend l'avion, l'évêque contribue à une compensation du CO₂, ce à quoi il n'aurait pas du tout pensé dans le passé.

La publication de l'encyclique *Laudato si'* du pape François en 2015 a toutefois marqué un point tournant dans sa conception de l'écologie et a fait germer en lui l'idée de nommer un-e représentant-e pour l'écologie. « Même si ce n'était pas la première fois qu'un pape se préoccupait de la question, ce texte a changé la perspective des gens et a provoqué une vraie conscientisation. Plusieurs personnes m'ont approché pour me confier qu'elles n'auraient jamais pensé qu'un texte issu de l'Église catholique pourrait un jour les intéresser. »



Lors de la visite d'une délégation d'Action de Carême à l'évêché, la présentation des activités de l'œuvre d'entraide en faveur de l'écologie par Dorothée Thévenaz Gyax a convaincu monseigneur Morerod. Porté par la certitude que lorsque nous avons une préoccupation commune, nous sommes plus efficaces ensemble, il décida alors d'entamer un projet de collaboration.

Dorothée Thévenaz Gyax, actuelle responsable du secteur Sensibilisation et coopérations chez Action de Carême, a été chargée de rassembler et coordonner les actions de différentes personnes qui travaillent dans le domaine de l'écologie au sein de l'Église catholique en Suisse romande. Le Groupe de travail diocésain sur l'écologie a d'ores et déjà été mis sur pied et s'est réuni pour la première fois fin janvier afin d'élaborer une vision commune pour le diocèse en matière d'écologie et de décliner une stratégie à moyen terme.

Si l'évêque salue la convergence d'intérêts avec une représentante qui n'est pas issue des cercles de l'Église, cette collaboration prend racine dans son souci, en tant que chrétien, du sort des êtres humains : « L'amour du prochain, comme le montre le pape, passe aussi par la préoccupation de la survie de la planète. Les gens en âge d'avoir des enfants se demandent si c'est responsable aujourd'hui de procréer. D'autres partagent leur préoccupation pour l'avenir de leurs enfants ou leurs petits-enfants. Je comprends ces réflexions et me pose la même question, car la planète se réchauffe trop vite. »

Les énergies renouvelables, clé de la justice climatique

Texte : **Matthias Dörnenburg** Photo : **Milton Lopez**

L'atténuation des conséquences catastrophiques des changements climatiques passe obligatoirement par un changement de paradigme dans nos modes de production et de consommation. À cet égard, il faut que le Sud ait accès aux énergies renouvelables et que le Nord s'engage sur la voie du renoncement, de la remise en question et d'une solidarité au service de la justice climatique.



Prendre son café ou sa douche le matin, se rendre au travail, manger, faire ses achats, se chauffer et s'amuser, rien de tout cela ne pourrait se faire sans énergie. Chez nous comme dans les pays du Sud, toutes les personnes en ont besoin pour vaquer à leurs occupations quotidiennes. Ce sujet qui présente donc au premier abord des points communs au Nord et au Sud devient bien plus épineux lorsque l'énergie – sous forme d'électricité ou de combustible – est un bien rare.

Tournons-nous vers la Colombie pour voir les transformations induites par l'accès aux énergies renouvelables : accompagné par notre partenaire CENSAT Agua Viva, un centre de formation régional est passé au solaire pour s'approvisionner en énergie, après avoir associé l'ensemble des personnes concernées à une étude des besoins. La communauté a aussi participé à la mise

en place du parc photovoltaïque, qui permet au centre de formation de couvrir ses besoins en électricité sans dépendre d'autrui, ni provoquer de conflits sociaux ou d'atteintes à l'environnement. « Pour les communautés paysannes locales, l'énergie solaire est une nouvelle forme d'autonomie et une solution à la crise climatique qui nous touche de près dans la commune de Lebrija », explique Yesenia Alarcón, une jeune agricultrice.

Ce projet colombien concrétise un modèle de production énergétique de proximité écologique, démocratique et efficace. Nous voilà interpellé·e·s : ce modèle ne pourrait-il pas nous inspirer en Suisse ? Ne serait-il pas judicieux de créer dans nos quartiers des réseaux d'installations photovoltaïques afin de pouvoir alimenter une station-service collective pour la mobilité électrique et partager l'énergie excédentaire ?





Quel lien tout cela peut-il bien avoir avec le carême ? C'est simple : nous pouvons puiser dans le renoncement, la réflexion et le partage solidaire, tels qu'ils émanent de la tradition catholique, une force qui nous permet de nous défaire du carcan des vieilles habitudes et de sortir des chemins battus. Le dérèglement climatique met le monde entier au défi. Pour reprendre les paroles du pape François :

« Nous avons besoin de renforcer la conscience que nous sommes une seule famille humaine. Nous oublions que nous-mêmes, nous sommes poussière. Notre propre corps est constitué d'éléments de la planète, son air nous donne le souffle et son eau nous vivifie comme elle nous restaure. »

Si nous nous laissons interpellés par cette exigence, nous devons nous poser la question de la quantité et du genre d'énergie que nous voulons consommer puis étudier les façons de réduire et de modifier notre consommation. Ou encore nous engager par exemple pour que des panneaux solaires soient installés dans notre rue, une initiative que l'État et l'économie peuvent aussi encourager. Or, pour cela, il faut des forces : si nous voulons cultiver la persévérance requise pour apporter notre pierre aux changements indispensables, nous devons nous ressourcer, soit en faisant une pause pour réfléchir, soit en pratiquant le renoncement volontaire. Seul l'engagement solidaire et communautaire nous permettra de surmonter la crise.

Les connaissances traditionnelles sous la menace du réchauffement climatique



Texte et photos : **Samrat Katwal** (*coordinateur d'Action de Carême au Népal*)
Traduction de l'anglais et adaptation : **Colette Kalt**

Le réchauffement climatique met en péril le mode de vie des communautés traditionnelles, en particulier dans les régions reculées, où les hommes n'ont d'autre choix que d'émigrer en quête de travail, tandis que la charge de travail reposant sur les épaules des femmes ne cesse de s'alourdir.

Mariée et mère de deux enfants, Biju Phakurel vit dans le village de Bhanjada, situé dans le district de Kalikot, au Népal. Sa famille vit grâce à l'agriculture de subsistance et à l'argent envoyé par des proches ayant émigré en Inde. Une situation difficile que la raréfaction de l'eau vient encore aggraver. En effet, alors que la population de Bhanjada disposait auparavant de quatre sources, celles-ci se sont toutes tarées au cours des dernières décennies. Ce phénomène a été causé par le déboisement et la croissance démographique, mais aussi par le réchauffement climatique.

De fait, lorsque les collines environnantes reçoivent moins de neige, ce qui est de plus en plus souvent le cas, il y a moins d'eau au printemps. Avant la mousson, les habitant-e-s de Bhanjada doivent donc faire la queue à trois heures du matin pour pouvoir puiser de l'eau dans la dernière source encore alimentée. Et quand même celle-ci ne coule plus, Biju Phakurel doit entreprendre trois heures de marche pour se rendre à une source très éloignée.

Le district de Kalikot se trouve dans la province de Karnali, dans le nord-ouest du Népal, soit la zone la plus reculée du pays. Cette région est constituée de collines et de hautes montagnes dont l'altitude oscille entre 4000 et 7000 mètres. Si les vallées situées à basse altitude sont approvisionnées toute l'année grâce aux eaux de fonte, ce n'est pas le cas des hautes vallées comme Bhanjada, où les précipitations annuelles sont concentrées pendant la mousson. Les infrastructures de cette province ne sont guère développées. La plupart des habitant-e-s résident d'ailleurs dans des villages situés à plusieurs jours de marche de la route carrossable la plus proche et n'ont jamais vu de voitures de leur vie. La population locale est d'ores et déjà frappée de plein fouet par les répercussions du réchauffement climatique.

Les communautés locales toujours plus en difficulté

Face à ces changements qui se sont produits en quelques années seulement, les communautés traditionnelles de Karnali ne savent plus à quel saint se vouer. Leur mode de vie se voit menacé par les répercussions du réchauffement climatique, car les connaissances traditionnelles ne correspondent plus au contexte actuel, de sorte que des ajustements s'imposent. Cette situation met les habitant-e-s à rude épreuve. Comment adapter les traditions qui assuraient leur subsistance depuis des générations au dérèglement climatique ? Des organisations locales mettent tout en œuvre pour améliorer la sécurité alimentaire des familles en difficulté, par exemple en encourageant les paysannes et paysans à cultiver davantage de variétés de légumes et d'arbres fruitiers – y compris à coque – adaptées aux conditions locales. Les femmes et les hommes apprennent à accroître la fertilité des sols grâce à des techniques de culture agroécologiques. Dans ce domaine, les organisations collaborent avec Action de Carême.

Malgré tout, des centaines d'hommes sont chaque année contraints de quitter leur foyer pour chercher un emploi d'artisan ou de journalier dans une ville indienne. Les ouvriers migrants népalais vivent dans des conditions précaires ; rares sont ceux à recevoir un contrat de travail en bonne et due forme. Par ailleurs, l'absence des hommes accroît considérablement la charge de travail reposant sur les épaules des épouses restées au village. Ainsi, le quotidien des femmes à Karnali consiste en douze heures de travail ininterrompu, qu'il s'agisse d'effectuer les tâches ménagères, de ramasser le fourrage pour le bétail, de cultiver les champs ou d'allaiter les enfants.



Les habitant-e-s font la queue devant la dernière source de Bhanjada, déjà prêt-e-s à puiser l'eau avec leurs récipients.



À proximité du village de Bhanjada, dans le nord-ouest du Népal, les versants des montagnes sont dénudés. La nature et la population souffrent de la pénurie d'eau.

Les conditions de vie et de travail à la montagne sont très pénibles. Or, si une autre source vient à tarir, Biju Phakurel et les autres femmes devront ajouter plusieurs heures de travail à leur journée déjà éreintante. Afin d'assurer la survie de la famille, même les jeunes enfants doivent faire l'école buissonnière pour prêter main-forte aux champs. Les communautés, qui n'ont pourtant jamais bénéficié de l'industrialisation ni contribué à la crise climatique mondiale, sont les premières victimes de cette situation.

Poser les jalons au Nord

Puisqu'elle n'a guère les moyens de lutter contre la combustion des énergies fossiles et le modèle de croissance économique qu'elle sous-tend, la population népalaise est tributaire des solutions élaborées par la communauté internationale. C'est donc sur les ambitions des pays industrialisés, les plus gros émetteurs de CO₂, que repose l'avenir du pays. Pourtant, seule la solidarité internationale permettra d'élaborer une solution à l'échelle mondiale.

Face à la complexité du dérèglement climatique, il est en effet primordial que chacune et chacun d'entre nous fasse preuve de solidarité et commence à remettre en question et à modifier sa conduite. Les habitudes de consommation non responsables, y compris dans des pays très éloignés comme la Suisse, contribuent au réchauffement climatique et aux répercussions négatives qui en découlent. Par conséquent, on pourrait dire que la sécheresse toujours plus longue qui sévit à Karnali, laquelle contraint les hommes à quitter leurs familles pour trouver un emploi saisonnier dans une ville indienne, est une conséquence des vols d'agrément vers Londres. En outre, la viande issue de l'élevage intensif que consomment les pays industrialisés contribue indirectement aux phénomènes climatiques extrêmes que sont, notamment, la grêle, la sécheresse et les fortes précipitations, lesquels frappent – directement cette fois – Biju Phakurel et ses semblables. Ces personnes voient leur vie dépendre des comportements individuels et des décisions politiques adoptés à une telle distance de chez elles qu'elles n'ont souvent pas la possibilité de se rendre sur place pour rappeler leurs responsabilités aux élu-e-s politiques et aux citoyen-ne-s.

Répartir équitablement le budget carbone mondial

Texte : **Stefan Salzmann** Illustration : **SKISS**

Quand il s'agit de financer des vacances ou d'acquérir un nouveau vélo, nous avons toutes et tous le réflexe de consulter notre compte bancaire avant de planifier la dépense en question. En revanche, lorsqu'il est question de politique climatique, notre démarche est tout autre : nous déboursions en ignorant le solde exact de notre compte. Grâce à la sensibilisation au concept de budget carbone, il serait possible de changer la donne.

Selon les solides modélisations fournies par les climatologues, dont le discours se fait de plus en plus alarmiste, chaque dixième de degré supplémentaire débouche sur une hausse des phénomènes climatiques extrêmes, dont les premières victimes en sont les dernières responsables.

Les scientifiques fournissent des chiffres...

Les modélisations fondées sur des relevés de températures permettent de prévoir l'avenir. Aujourd'hui, les températures moyennes de la planète se situent 1,1 °C au-dessus du niveau des moyennes pluriannuelles de l'ère préindustrielle, tandis que le volume total de dioxyde de carbone présent dans l'atmosphère a grimpé de 2400 gigatonnes. Pour contenir le réchauffement mondial à 1,5 °C – soit l'objectif visé dans l'accord de Paris sur le climat – et obtenir une probabilité de réussite de 66 %, il faut que l'atmosphère n'absorbe pas plus d'environ 400 gigatonnes de CO₂ supplémentaires. Tel est donc le solde figurant sur le compte de la planète. Sur la base du volume mondial d'émissions rejeté en 2019, nous pouvons déduire que ce plafond sera atteint dans une dizaine d'années. Moins nous puiserons dans cette réserve et plus elle durera. Il en va exactement de même que pour l'avoir d'un compte d'épargne : si nous limitons nos dépenses annuelles, nous en profiterons plus longtemps.

... tandis que des spécialistes de l'éthique déterminent la juste part de la Suisse.

Étant donné que nous connaissons les objectifs climatiques nationaux – en l'occurrence, pour la Suisse, la neutralité à l'horizon 2050 –, il est intéressant de savoir quelle est la juste part de notre pays dans cette réserve mondiale. En septembre de l'année dernière, des représentant·e·s de dix institutions ecclésiastiques se sont penché·e·s sur la question. Parmi les divers critères qui leur ont été soumis, ces expert·e·s ont donné la priorité à la responsabilité historique, à la performance économique et aux émissions liées à la consommation, un exercice qui leur a permis de déterminer quelle est la part de notre pays dans un budget carbone résiduel considéré comme équitable à la lumière de considérations éthiques.



Si le résultat obtenu n'est guère surprenant, il n'en demeure pas moins choquant. Dans une optique de justice climatique, il ne reste en effet à la Suisse qu'un volume d'émissions 2,17 fois équivalent à celui rejeté en 2019. En d'autres termes, si l'on part du principe que notre pays a rejeté en 2020 et en 2021 le même volume d'émissions qu'en 2019, le budget carbone résiduel de la Suisse, censé durer jusqu'en 2050, sera déjà épuisé en mars 2022.

Et demain ?

Si elle entend véritablement œuvrer en faveur de la justice climatique, la Suisse ne saurait borner ses ambitions à la recherche de la neutralité carbone d'ici à 2050. Il lui faut en effet multiplier ses efforts, qu'il s'agisse de limiter les émissions grises liées aux marchandises importées ou de financer la réduction des émissions et les efforts d'adaptation à l'étranger, un effort qui ne doit pas aller au détriment du budget de l'aide au développement. Il convient aussi de débattre de l'allocation de fonds supplémentaires à la réparation des pertes et des dommages déjà occasionnés. La neutralité carbone au plus tard à l'horizon 2040 doit être inscrite dans le contre-projet indirect à l'initiative pour les glaciers et se coupler à un engagement ferme de la Suisse de réaliser une réduction linéaire de ses émissions et de sortir des énergies fossiles. Seules ces mesures supplémentaires nous permettront de parvenir à la justice climatique en temps voulu.

La Suisse doit faire preuve d'ambition



Texte : **Stefan Salzmann** Illustration: **SKISS**

S'il est adopté, le contre-projet indirect à l'initiative pour les glaciers, actuellement examiné par les Chambres fédérales, pourra faire l'objet d'une mise en œuvre immédiate et accélérera la mise en place d'une politique climatique ambitieuse. Autant de raisons qui poussent Action de Carême à manifester son soutien au texte.

Prenant appui sur l'accord de Paris sur le climat, l'initiative pour les glaciers réclame la concrétisation des engagements auxquels le gouvernement suisse a souscrit aux côtés de plus de 190 États dans la capitale française en 2015 et a pour objet d'inscrire la sortie des énergies fossiles ainsi que l'objectif zéro émission nette dans la loi.

Si le Conseil fédéral estime que la neutralité carbone de notre pays à l'horizon 2050 contribuera sensiblement à la justice climatique et à la limitation du réchauffement planétaire à 1,5 °C – soit l'objectif commun fixé dans l'accord de Paris –, c'est en revanche un tout autre son de cloche qui se fait clairement entendre dans le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)* : pour contenir la hausse des températures à 1,5 °C, le monde doit atteindre l'objectif zéro

émission nette d'ici à 2040, à supposer que nous réduisons nos émissions selon une trajectoire linéaire. Il est dès lors essentiel que le Parlement tienne compte de cette nouvelle donnée dans les délibérations relatives à l'initiative pour les glaciers et l'intègre au contre-projet indirect.

Un contre-projet assorti de mesures efficaces de lutte contre la crise climatique

Comme en témoigne leur décision d'élaborer un contre-projet indirect, les Commissions de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE) des deux Chambres ont reconnu la gravité de la situation. Si Action de Carême se félicite de ce choix, notre œuvre d'entraide demande par ailleurs que ce texte soit assorti de mesures efficaces de lutte contre la crise climatique, en phase avec les dernières avancées scientifiques. Des mesures qui permettront à la Suisse d'apporter sa pierre à l'objectif de 1,5 °C et aussi d'œuvrer en faveur de la justice climatique. Le Parlement doit agir afin que notre pays tende vers la neutralité carbone d'ici à 2040 au plus tard, sans se laisser guider par la crainte d'une nouvelle défaite dans les urnes. La plupart des citoyen-ne-s sont en effet favorables à une stratégie ambitieuse de lutte contre le dérèglement climatique, la nouvelle loi sur le CO₂ n'ayant été rejetée qu'à une courte majorité en juin 2021.

Une responsabilité historique

À ce débat sur les ambitions climatiques de la Suisse vient s'ajouter, aux yeux d'Action de Carême, la question suivante : quelle est la part de responsabilité supplémentaire que doit assumer notre pays, au-delà de la réduction de son empreinte carbone ? Et pour cause, la Suisse étant un pays développé, elle assume une responsabilité historique en raison des importants volumes de gaz à effet de serre qu'elle a rejeté, à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières, depuis son industrialisation. Terre d'innovation et de prospérité, notre nation a donc un devoir à remplir, tant sur le plan juridique que moral. À cet égard, il lui faut donner la priorité à l'adaptation aux changements climatiques et à la réparation des pertes et des dommages déjà occasionnés, un objectif nécessitant des démarches politiques supplémentaires, en parallèle aux négociations relatives à l'initiative pour les glaciers.

* Nous fondons notre propos sur le scénario de réchauffement de 1,5 °C, associé à une probabilité de 66 %, figurant dans le sixième rapport d'évaluation du GIEC. Ce scénario a également servi de base au débat relatif à un budget carbone résiduel respectueux du climat.

*Les pompes à eau sont
simples à mettre
en place et rendent de
précieus services.*

L'énergie solaire au service du développement local à Natagaima

En Colombie, le projet de notre partenaire Grupo Semillas fait d'une pierre deux coups : il garantit un accès équitable aux énergies renouvelables et promeut l'économie locale.



Texte et photos : **David Knecht**

Éloignée de l'agitation de la capitale Bogota, la municipalité de Natagaima, dans le département de Tolima, est une région rurale où domine l'agriculture paysanne. Elle accueille des communautés indigènes qui vivent en grande partie dans des territoires nationaux protégés. L'élevage ainsi que la culture du maïs et du riz représentent les principales sources de revenus des habitant·e·s ainsi que la base de leur alimentation. Natagaima se démarque aussi par sa pauvreté, ses infrastructures insuffisantes et son taux de chômage élevé, en particulier chez les jeunes. Une situation qui entraîne un exode rural massif vers les grandes villes comme Cali et Bogota.

Peu à peu, des pompes à eau solaire destinées à l'irrigation, des clôtures électriques pour le bétail, des chambres froides vouées à la conservation du poisson et de la viande ainsi que des incubateurs servant à la production d'œufs viennent faciliter la vie quotidienne des communautés. Toutes ces installations fonctionnent à l'énergie solaire. Les habitant·e·s ont été associé·e·s à la démarche dès le stade de la plani-

fication. Grâce à des chambres froides mues par l'énergie solaire, les villageois·e·s pourront bientôt entreposer les poissons issus de leur élevage, un atout que le manque de fiabilité du réseau électrique rendait jusqu'ici impossible et qui apportera des perspectives de revenus supplémentaires. Ces nouvelles recettes donneront à la population les moyens de rénover l'école locale ou le centre communautaire, par exemple. Afin de gérer ces fonds, d'organiser l'entretien de ces installations techniques et d'en assurer le financement, les habitant·e·s ont mis sur pied une caisse communautaire dont les modalités de fonctionnement sont définies par les membres.





Autogestion et durabilité

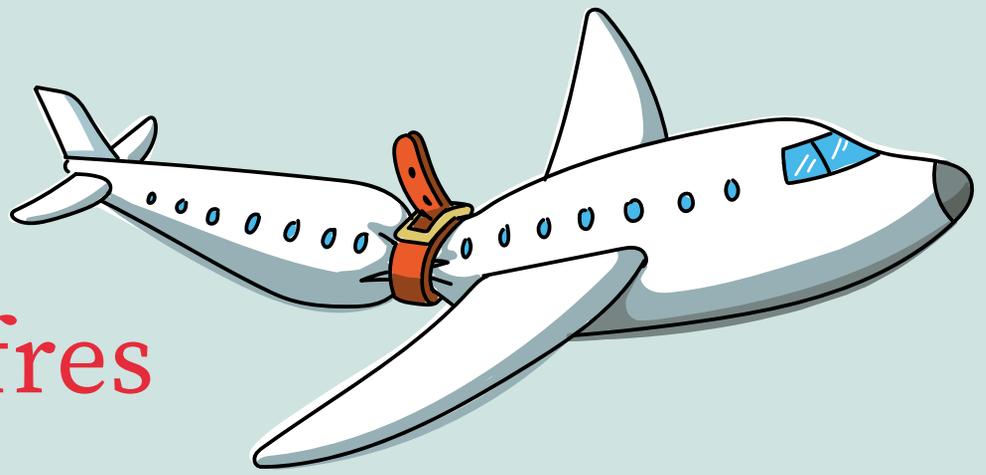
La construction des installations, qui a débuté à l'été 2020, s'accompagne de la formation de personnel qualifié. Dans tous les villages, de jeunes adultes se voient ainsi offrir la possibilité d'apprendre le métier de technicien-ne en énergie, un-e spécialiste responsable de l'exploitation et de l'entretien des installations au sein de la communauté concernée, ce qui leur ouvre des perspectives professionnelles.

Les panneaux solaires peuvent s'installer partout.



Ce projet pilote innove aussi par le lien qu'il a tissé avec le « Fondo Rotatorio », une sorte de caisse de solidarité. Détenue, alimentée et gérée par les habitant-e-s de Natagaima et de Coyaima, ce fonds, mis en place dans le cadre d'un projet lancé en 2016, a pour mission d'octroyer des prêts à des personnes qui n'ont guère accès aux services officiels fournis par les banques. Cette initiative accorde également des crédits à des projets axés sur les énergies renouvelables, ce qui, par exemple, permet à des villageois-e-s d'acquérir une pompe à eau solaire sans payer d'intérêts. Orlando, un membre de la communauté indigène de Palma Alta, nous apporte son éclairage :

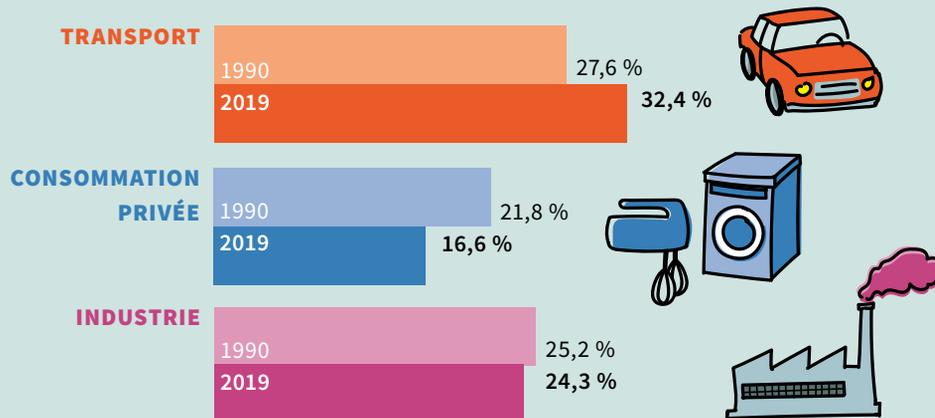
« Le projet poursuit une démarche intégrale et durable, qui bénéficie à notre pays et sert l'intérêt de notre communauté, dans l'esprit du *buen vivir*. »



Faits et chiffres

En 2019, les émissions de gaz à effet de serre en Suisse ont atteint 46,2 millions de tonnes d'équivalent CO₂. Environ trois quarts de ce volume sont générés par l'utilisation de combustibles fossiles comme le pétrole, le gaz naturel, l'essence et le diesel, en particulier dans le secteur des transports, pour le chauffage des bâtiments et dans l'industrie. Afin d'atteindre la neutralité carbone, il est dès lors indispensable que nous modifiions notre mode de vie en réduisant notre consommation et en revoyant notre mobilité.

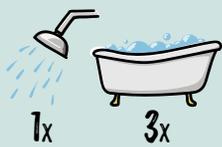
Le transport, secteur le plus polluant



Alors que d'autres secteurs affichent un recul, les émissions enregistrent une hausse dans le domaine des transports.

(Source : SuisseEnergie)

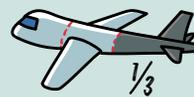
Comment réduire notre consommation :



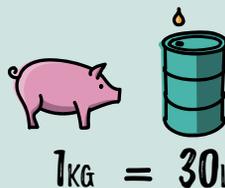
Préférer une douche rapide à un bain. Une douche chaude consomme en effet trois fois moins d'énergie qu'un bain chaud.



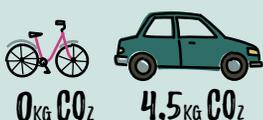
Modérer le chauffage. Baisser de 1 °C la température ambiante pour la ramener à 20 °C permet de réduire près de 6 % la consommation d'énergie et donc d'éviter 240 kg de rejets de CO₂ par an.



Renoncer aux voyages en avion. Un vol Zurich-Ibiza aller et retour relâche environ 340 kg de gaz carbonique dans l'atmosphère par personne, soit un tiers du budget CO₂ annuel individuel.



Préférer les protéines végétales à la viande. La production d'un kilo de viande nécessite une trentaine de litres de pétrole, si bien qu'un régime végétarien a trois fois moins de répercussions sur le climat.



Utiliser le vélo et les transports en commun. Parcourir 10 km à vélo génère 0 kg de CO₂, contre en moyenne 4,5 kg pour le même trajet en voiture.



Acheter moins de vêtements. La production de vêtements génère 1,7 milliard de tonnes de CO₂, soit environ 10 % des émissions mondiales. En Suisse, chaque personne achète en moyenne 20 kilos de vêtements par année, dont certains ne sont jamais portés.

L'électricité est comprise dans le loyer

CONCOURS
Visitez l'arène de
l'environnement

Texte : Colette Kalt Photo : Umweltarena

La société à 2000 watts pourrait être une réalité aujourd'hui déjà, comme le montre un bâtiment visionnaire à Brütten (ZH).

Au premier abord, rien ou presque ne distingue cette maison à Brütten, dans la banlieue zurichoise, d'autres immeubles d'habitation collectifs. Façade sobre et sombre, forme en L, un peu de verdure, des vérandas. Et pourtant, l'enveloppe du bâtiment se compose uniquement de cellules photovoltaïques en couche mince qui produisent toute l'électricité dont ont besoin les neuf appartements. Cet immeuble concrétise aujourd'hui déjà un objectif qui devra être atteint dans toute la Suisse d'ici 2050 au plus tard : la société à 2000 watts. Construite en 2015, la première maison d'habitation au monde « mue par l'énergie solaire » a commencé à être habitée en 2016, montrant qu'il est d'ores et déjà possible de mettre en œuvre la Stratégie énergétique 2050. Cette réussite est le fruit de l'alliance du génie civil, de systèmes domotiques et énergétiques de pointe ainsi que d'appareils électroménagers efficaces. La consommation moyenne par

appartement et par an est divisée par deux, passant de 4400 kWh à 2200 kWh sans que le confort en souffre. Les lampes LED utilisées pour l'éclairage ne consomment qu'environ 220 kWh par an et par ménage. Même l'ascenseur est doté d'un mécanisme de récupération qui réinjecte dans le réseau l'énergie produite par les mouvements de descente. La mobilité obéit également à des exigences écologiques élevées : les habitant·e·s partagent un véhicule propulsé au biogaz, de sorte qu'ils n'émettent pas de CO₂ ni n'utilisent d'énergie supplémentaire. Une tablette située à l'entrée les renseigne sur leur consommation d'énergie. Et si la douche le matin dure un peu plus longtemps que d'habitude, la neige fond sous les pieds de l'ours blanc qui anime le petit écran situé dans la salle de bain. Les habitant·e·s peuvent donc surveiller et modifier leur consommation d'énergie.



L'exposition « Energieautarkes Mehrfamilienhaus » (immeuble passif) installée à l'Umwelt Arena (arène de l'environnement) de Spreitenbach montre, sur une grande maquette, la conception technique et les solutions appliquées. Vous voulez en savoir plus ?
Action de Carême tire au sort trois billets d'entrée pour adultes.

Pas raccordé au réseau

Étant donné que la maison est en fait une centrale électrique perfectionnée grâce à sa conception dernière, ses créateurs ont dû déployer des trésors d'inventivité pour concilier les exigences architecturales et la production d'énergie. Les panneaux photovoltaïques ont été adaptés et perfectionnés en vue de leur installation sur une façade et des contraintes esthétiques qui en découlent. Mats et antireflets, ils s'utilisent comme des panneaux de construction. Les loyers demandés pour les appartements sont dans la norme pour la région.

En été, l'installation produit un énorme excédent d'électricité, utilisé certes à Brütten pour produire de l'hydrogène et de l'eau chaude, mais qui ne pouvait être injecté dans le réseau en l'absence de raccordement. En 2018, les deux réservoirs d'hydrogène étaient déjà remplis en août, en 2019 même plus tôt. Sur toute l'année, l'écart entre production et consommation n'est que de 11 %, que cette maison passive comble grâce à l'hydrogène qu'elle produit. Elle a été raccordée le 1^{er} septembre 2019 au réseau afin que l'excédent qu'elle génère soit mis à la disposition de tous les consommateurs et consommatrices plutôt que de se perdre. Il est ainsi prouvé que la construction passive a tout pour convaincre : elle abaisse les charges pour les habitant·e·s et évite toute émission de CO₂ pour l'environnement.

*Annemarie et Jakob Huber-Wüthrich
dans la maison des générations à Berne,
un lieu où ils se rendent régulièrement.*

« Nous n'avons qu'une planète »

Texte et photo : **Colette Kalt**

Il faut arrêter de parler et passer à l'action ! Telle est la maxime d'Annemarie et de Jakob Huber-Wüthrich. Ce couple a cofondé à Berne le groupe « Grands-parents pour le climat », qui leur a été inspiré par le mouvement des jeunes pour le climat.

Leur intérêt pour les questions sociales et leur engagement pour la protection de l'environnement ne sont pas nouveaux. C'est ainsi qu'Annemarie et Jakob Huber-Wüthrich se présentent d'emblée. Ils ont tous deux consacré leur vie professionnelle au travail social jusqu'à la retraite. Tout de suite après leur formation, ils ont voyagé en Amérique du Sud chacun de leur côté, s'y sont recroisés par hasard et ont développé ensemble, en collaboration avec une œuvre d'entraide suisse, un projet en faveur des enfants des rues et de leurs parents dans les bidonvilles de Quito, la capitale de l'Équateur. De retour à Berne, ils ont fondé une famille. Depuis, Annemarie et Jakob Huber-Wüthrich sont trois fois grands-parents. L'engagement de leurs petits-enfants les a poussés à cofonder le groupe Grands-parents pour le climat, les « Klimagrosseltern », à Berne. Le prix Nobel de chimie Jacques Dubochet avait créé le premier groupe Grands-parents pour le climat à Lausanne en 2014, aux côtés d'autres grands-parents. Aujourd'hui, on en trouve dans toute la Suisse. Le mouvement citoyen aspire à une amélioration des conditions de vie sur terre et à un changement en profondeur de nos modes de consommation.

Manifester, écrire, sensibiliser

« Greta Thunberg et le mouvement qu'elle a déclenché nous ont fascinés dès le départ. Et quand nos petits-enfants sont allés manifester, nous les avons suivis. Cela nous a rapprochés des jeunes qui se mobilisaient pour le climat et c'est ainsi qu'est née l'idée de créer un groupe », explique Annemarie Huber-Wüthrich pour résumer les débuts des Grands-parents pour le climat de Berne. « Notre première action a été d'écrire une lettre ouverte de révolte, adressée au ministère public et à la presse, après la dénonciation à la police de 180 jeunes qui, en mars 2021, avaient organisé un sit-in sur la Place fédérale dans le cadre d'une action nationale visant à exiger l'objectif « zéro émission nette » à l'horizon 2030. La sanction était complètement disproportionnée, car tout le monde avait respecté les mesures en lien



avec le coronavirus durant le sit-in. » Finalement, les poursuites ont été suspendues, à la plus grande joie du couple. Jakob Huber-Wüthrich ajoute : « Le coronavirus a totalement freiné les activités des Grands-parents pour le climat. Le confinement est tombé directement après la fondation du groupe en février 2020. » Mais les choses ont repris et plusieurs événements sont prévus, notamment en faveur d'une place financière suisse respectueuse de l'environnement. Les membres du groupe aimeraient aussi créer un « café climatique » pour les jeunes et les moins jeunes afin de pouvoir atteindre le plus de monde possible et de réunir les gens. Ils envisagent également de frapper à la porte de l'EPER et d'Action de Carême pour une coopération.

Et comment le couple réduit-il sa propre empreinte carbone ? Tous deux prennent une respiration et commencent à énumérer : « Nous nous déplaçons à vélo, nous n'avons pas de voiture. » Jakob Huber-Wüthrich poursuit : « Nous sommes flexitariens et prenons uniquement le train pour voyager à l'étranger. » Avant d'admettre : « Notre appartement est quand même encore trop grand. » Sa femme reprend : « Je ne m'achète plus de vêtements du tout. Mon armoire est pleine. Je les porte jusqu'à ce qu'ils soient usés ou je les donne. Pendant trop longtemps, je n'ai pas pris conscience de toutes les émissions de CO₂ générées par la production, la surproduction et le fait de jeter. » Annemarie et Jakob Huber-Wüthrich comprennent que l'on puisse parfois avoir envie de s'offrir des choses inutiles. Mais ils soulignent que nous n'avons qu'une planète et qu'il serait grand temps d'y faire attention, pour le bien de tout le monde.

Réduire la pauvreté grâce aux énergies renouvelables

Texte : **Mathias Räber** Photos : **David Knecht**

Les énergies renouvelables sont un moyen éprouvé pour réduire la faim et la pauvreté dans les pays du Sud, à condition que les gens puissent les utiliser pour leurs propres besoins.

Les communautés les plus démunies sont souvent exclues de l'utilisation d'énergies renouvelables. Au sein du projet agricole Grupo Semillas en Colombie, notamment, les pompes à eau, les incubateurs et les chambres froides font défaut. Action de Carême promeut donc l'utilisation de panneaux solaires au niveau local en confiant aux communautés villageoises leur installation et leur entretien.



Les cas de violation des droits humains sont malheureusement monnaie courante dans le cadre des projets énergétiques : en Amazonie, les communautés autochtones sont chassées de leurs terres ancestrales pour laisser la place à la construction d'immenses barrages. En collaboration avec le réseau Jurena Vivo du Brésil, Action de Carême a fait entendre la voix de ces communautés lors du dernier sommet sur le climat à Glasgow.

Notre surconsommation alimente le réchauffement de la planète. Les événements climatiques extrêmes tels que les sécheresses provoquent des catastrophes dans les pays du Sud. Action de carême invite à adopter un style de vie respectueux du climat par le biais de groupes de discussion, les Conversations carbone.

**Soutenez notre engagement pour plus de justice climatique.
Un grand merci pour votre don.**



Atelier de planification et d'installation de panneaux solaires et mise en place d'une pompe à eau pour une pisciculture. Projet Semillas de Agua à Cajamarca, Tolima, Colombie.

Suivez nos actualités en vous
abonnant à notre newsletter !
www.actiondecareme.ch/newsletter

**Faites un don
avec Twint !**



Scannez le code QR
avec l'app Twint.



Saisissez le montant
et confirmez le don.



Merci beaucoup pour votre soutien
et votre don !

www.actiondecareme.ch/don

IBAN CH31 0900 0000 1001 5955 7

CCP 10-15955-7

Un grand merci pour votre don !

Votre soutien pour la justice climatique



Exemples de projets



Avec 50 francs,
vous soutenez la mise en place de
panneaux solaires que les paysannes
et les paysans apprennent à installer
dans le cadre d'ateliers.



Avec 100 francs,
vous aidez les communautés
autochtones du bassin amazonien à
se défendre contre les expulsions.



Avec 150 francs,
vous promouvez une agriculture
durable dans plus de 300 projets et
soutenez notre engagement pour
éliminer la faim.